

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

LUNDI 23 AVRIL 2007

MAANDAG 23 APRIL 2007

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 15 h 47 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le projet d'article 19bis du CTVA" (n° 15082)

01.01 **Bart Tommelein** (VLD) : Le nouvel article 19bis du Code de la TVA, qui concerne la lutte contre les abus au sein d'une unité TVA, manque son objectif parce qu'une disposition plus générale en la matière est déjà incluse à l'article 1^{er} § 10 de ce code. Il convient dès lors de mieux décrire la portée de l'article 19bis pour ne pas s'inscrire en porte-à-faux avec la directive TVA européenne et la jurisprudence de la Cour de Justice.

Il ressort de l'exposé des motifs que l'article viserait à éviter que la TVA ne soit éludée lorsque les opérations d'une implantation étrangère au sein d'une unité TVA belge sont facturées par le biais d'une implantation belge d'une même personne morale à d'autres membres de l'unité. Le secrétaire d'État pourrait-il clarifier la situation ?

01.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : L'article 11 de la directive 2006/112 permet de prendre des mesures pour éviter que le régime de l'unité de TVA soit utilisé abusivement aux fins d'éluder l'impôt.

L'article 19bis traite de services visés au point 7 de l'article 21, §3. Il s'agit de services pour un contribuable établi à l'étranger pour les besoins de son établissement et qui est membre d'une unité TVA en Belgique. Aux termes de l'article 32, la valeur normale du service est prise en considération pour le calcul de la taxe dans le cas de ces opérations.

L'article 19bis vise en effet exclusivement à empêcher d'éluder la taxe comme décrit dans l'exposé des motifs. Il s'agit de services soumis à la TVA mais qui ne seraient pas taxés en Belgique en raison du fonctionnement de l'unité TVA.

L'incident est clos.

02 Question de M. Francis Van den Eynde au secrétaire d'État à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15028)

02.01 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang) : Il se murmure que le gouvernement comblerait régulièrement le cabinet d'avocats Uyttendaele, Gérard et Associés de missions juridiques. Il s'agit probablement de ragots mais j'ai néanmoins demandé à tous les membres du gouvernement combien de missions juridiques ils ont confié à ce cabinet au cours des années 2003 à 2006 et pour quels montants. J'ai reçu un grand nombre de réponses écrites mais certains ministres, dont le secrétaire d'État M. Jamar, tardant à répondre, je pose également ma question oralement.

02.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je renvoie à la réponse qui a été fournie à la même

question par le ministre, M. Reynders. Le département Finances n'a pas recouru aux services du bureau d'avocats du professeur Uyttendaele.

02.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : C'est la réponse que j'ai reçue de tous les ministres MR et elle ne m'étonne donc pas.

L'incident est clos.

03 Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "Tax-on-web" (n° 15121)

03.01 Bart Tommelein (VLD) : À présent que les maladies de jeunesse de Tax-on-web devraient appartenir au passé, je suppose que les citoyens qui ont utilisé le système ont entre-temps tous reçu leur décompte. Est-ce exact ? Et qu'en est-il des déclarations papier ? Quel est en moyenne le gain de temps du traitement d'une déclaration électronique par rapport à une déclaration papier ?

03.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Lorsque les enrôlements de l'exercice d'imposition 2006 ont démarré en octobre dernier, il a été décidé de traiter simultanément les déclarations électroniques et les déclarations papier scannées, afin de garantir l'égalité de traitement de tous les contribuables. Ainsi, 95 % des déclarations des deux catégories auront été traitées d'ici fin avril. Le traitement du reliquat des déclarations se déroule dans les délais et sera terminé pour le 30 juin au plus tard.

L'incident est clos.

04 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les déclarations fiscales non introduites ou introduites tardivement par les entreprises" (n° 15067)

04.01 Carl Devlies (CD&V) : Combien de sociétés et d'entreprises indépendantes ou de professions libérales n'ont pas rentré de déclaration fiscale pour l'exercice d'imposition 2006 ? Combien de déclarations ont été rentrées tardivement ? Quelle est la répartition des chiffres par Région ?

04.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Pour l'exercice d'imposition 2006, le nombre de déclarations non rentrées pour les sociétés s'élevait à 15.362 en Région flamande, à 12.752 en Région wallonne et à 12.067 dans la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a eu 7.156 déclarations tardives en Région flamande, 6.050 en Région wallonne et 4.879 dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le nombre de déclarations à l'impôt des personnes physiques non rentrées pour les travailleurs indépendants et les professions libérales s'élevait à 132.850 en Région flamande, à 136.812 en Région wallonne et à 87.470 dans la Région de Bruxelles-Capitale. Le nombre de déclarations tardives s'élevait à 278.988 en Région flamande, à 248.072 en Région wallonne et à 117.739 dans la Région de Bruxelles-Capitale.

04.03 Carl Devlies (CD&V) : Les chiffres particulièrement élevés m'étonnent. Il y a une différence considérable entre les Régions. Les chiffres pour la Flandre et la Wallonie sont presque identiques en ce qui concerne les travailleurs indépendants et les professions libérales, bien que le nombre de travailleurs indépendants et de professions libérales soit plus élevé en Flandre.

04.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : La Wallonie est plus étendue ; les bureaux sont situés plus loins.

04.05 Carl Devlies (CD&V) : Le secrétaire d'État aurait pu utiliser Tax-on-web, qui a pour effet d'annihiler la distance pour le dépôt des déclarations.

Au cours des dernières semaines, j'ai demandé les chiffres des bénéfices minimums imposables. La nouvelle législation, qui a été annoncée à grand fracas, n'est que très peu appliquée et son effet réel est très restreint.

L'incident est clos.

05 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'ordre de paiement interruptif de prescription" (n° 15068)

05.01 Carl Devlies (CD&V) : La semaine passée, j'ai abordé lors d'une interpellation l'aspect pénal de l'ordre de paiement interruptif de prescription dans les dossiers de quotité forfaitaire d'impôt étranger (QFIE). Ma question d'aujourd'hui a trait à la partie fiscale des créances. Les dossiers QFIE ont trait aux cotisations qui concernent l'année 1993 et qui ont été enrôlées à partir de novembre 1998. Sans interruption, la prescription aurait pris effet cinq ans plus tard. L'arrêt de la Cour de cassation du 10 octobre 2002, qui a confirmé un arrêt de la cour d'appel de mai 2000, a constaté un problème en ce qui concerne l'effet interruptif du commandement. Ceci a conduit à une adaptation de la loi par le biais de l'article 297 de la loi-programme du 22 décembre 2003. Il en a résulté une modification des règles de prescription en ce sens que, désormais, la suspension d'une prescription prendrait effet à partir du moment où une objection serait introduite. La modification de la loi se rapportait exclusivement à des dossiers fiscaux qui n'étaient pas encore prescrits. Cette modification légale ne pouvant résoudre tous les problèmes, il a été procédé à l'inclusion dans la loi-programme du 9 juillet 2004 d'un article prévoyant que le commandement doit être également interprété comme constituant un acte interruptif de prescription au sens de l'article 2244 du Code civil, même lorsque la dette d'impôt contestée n'a pas de caractère certain et liquide.

Entre-temps, l'avocat de la Cour de cassation, M. Wouters, a déclaré que l'ordre de paiement interruptif de prescription ne produit, au fond, aucun effet interruptif. Que pense le secrétaire d'État de cette déclaration récente ? Pense-t-il qu'elle aboutira à une nouvelle adaptation de la loi ? Cette adaptation sera-t-elle effectuée avant la fin de cette législature ?

05.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les arrêts de la Cour d'arbitrage du 7 décembre 2005 et du 1^{er} février 2006 ont confirmé la constitutionnalité de l'article 49 de la loi-programme du 9 juillet 2004. Depuis, la jurisprudence a toujours été favorable, sans exception, à mon administration. Les tribunaux et les cours d'appel acceptent soit que la prescription soit valablement interrompue par la signification d'un commandement de payer interruptif de la prescription, soit que le cours de la prescription soit suspendu sur la base de l'article 2251 du Code civil et de l'article 410 du CIR 1992, en raison de l'impossibilité, pour l'administration, d'obtenir le paiement de l'imposition alors que celle-ci est contestée.

Par conséquent, mon administration continue de défendre le point de vue selon lequel le commandement de payer interruptif de la prescription constitue une contrainte valable en droit qui tombe dans le champ d'application de l'article 49 de la loi-programme du 9 juillet 2004. Elle maintient en outre que la prescription est suspendue sur la base de l'article 2251 du Code civil.

Compte tenu de cette jurisprudence favorable, aucune modification de la loi ne se justifie encore.

05.03 Carl Devlies (CD&V) : Je ne puis qu'espérer que le secrétaire d'État a raison.

L'incident est clos.

06 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la charge administrative occasionnée par l'enregistrement des baux à loyer" (n° 15074)

06.01 Carl Devlies (CD&V) : Depuis le 1^{er} janvier 2007, les bailleurs sont tenus de faire enregistrer gratuitement la location d'immeubles de logement. Le bailleur peut se présenter personnellement au bureau d'enregistrement ou envoyer le bail par e-mail, fax ou courrier. Certains bureaux d'enregistrement n'acceptent toutefois pas les contrats envoyés par e-mail et exigent que le bailleur se présente personnellement.

Le nombre d'heures-homme que doit consacrer le personnel des bureaux d'enregistrement au traitement d'un bail diffère fortement suivant la manière dont le bail parvient au bureau.

Les possibilités d'enregistrement ne doivent-elles pas être uniformes pour l'ensemble des bureaux ? Quelle

est la force probante d'un bail envoyé par e-mail ou par fax ? Quel coût supplémentaire le nouveau régime a-t-il entraîné en 2007 ? Développe-t-on des logiciels en vue du traitement électronique des baux ?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas décidé d'étendre la protection du locataire en considérant toujours le bail comme opposable aux nouveaux propriétaires, indépendamment de la date fixe ? Le nouveau propriétaire serait de ce fait lié au contrat et au délai de préavis. Un locataire ne préférerait-il pas disposer de la possibilité de pouvoir continuer à résider dans un immeuble en cas de transfert de l'habitation, plutôt que de la possibilité de pouvoir résilier le bail sans préavis et sans indemnité en cas de non-enregistrement du contrat ?

06.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les bureaux d'enregistrement ont tous reçu les mêmes directives. Jusqu'à présent, l'administration a informé, à quatre reprises, des bureaux que des différences avaient été constatées. Ces notifications passent par la voie hiérarchique.

L'article 2 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par la loi-programme du 27 décembre 2006, dispose que désormais, les actes peuvent également être enregistrés sur des copies signées par la voie électronique ou à la main. Il est dès lors possible d'enregistrer un bail à loyer envoyé par courriel ou par fax.

L'impact budgétaire de cette mesure ne pourra être évalué qu'à l'issue de la période de régularisation. Les bureaux tiennent des statistiques du nombre de baux à loyer enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2007. L'analyse de ces données permettra ensuite de calculer le coût de la charge de travail supplémentaire.

Une base de données sera créée d'ici juin 2007 dans le but de traiter les baux enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2007.

Les baux étant généralement des actes sous seing privé, ils n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés. Les intéressés ne doivent faire face à aucune charge administrative supplémentaire étant donné que l'obligation d'enregistrement des baux à loyer existait déjà auparavant.

Le bail prend date par l'enregistrement, ce qui offre une meilleure protection au preneur contre l'expulsion si l'immeuble est vendu.

L'incident est clos.

07 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'enregistrement des baux à loyer" (n° 15075)**

07.01 **Carl Devlies** (CD&V) : La nouvelle obligation d'enregistrer les contrats de location diffère des dispositions civiles relatives aux baux à loyer pour les habitations. Seuls les biens immeubles exclusivement destinés au logement font l'objet d'une exemption de l'obligation d'enregistrement. Les règles civiles relatives à la résidence principale ne requièrent pourtant pas qu'un bien soit utilisé exclusivement à des fins d'habitation.

Un bien immeuble destiné exclusivement à l'habitation et utilisé en tant que résidence principale peut être enregistré gratuitement par le propriétaire dans les deux mois qui suivent la conclusion d'un nouveau bail. Une période transitoire est prévue pour les anciens contrats. Si le bail n'est pas enregistré, le locataire peut mettre un terme au contrat sans préavis et sans indemnité.

Un bien immeuble utilisé essentiellement comme résidence principale et partiellement à des fins professionnelles, ne peut être enregistré gratuitement par le propriétaire. L'enregistrement doit être effectué dans les quatre mois qui suivent la signature d'un nouveau bail et aucune période transitoire n'est prévue pour les anciens baux. Le locataire peut également résilier le contrat sans préavis et sans indemnité si celui-ci n'est pas enregistré.

Si un bien immeuble est utilisé comme seconde résidence, les critères d'enregistrement sont les mêmes que pour un immeuble utilisé comme résidence principale. Ce type de bail locatif ne ressortissant pas à la

législation des baux à loyer, le locataire ne peut toutefois recourir aux nouvelles sanctions civiles si le contrat n'a pas été enregistré.

Pourquoi la période transitoire n'est-elle pas la même pour une habitation utilisée partiellement à des fins professionnelles ? N'est-il pas préférable d'appliquer la même période transitoire à l'ensemble des contrats de location ? Pour la location de secondes résidences, l'obligation d'enregistrement incombe-t-elle également au propriétaire, alors que la nouvelle sanction civile en vertu de laquelle le locataire peut quitter le bien sans préavis en l'absence d'enregistrement, n'est pas applicable ?

07.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les contrats de location d'immeubles affectés entièrement ou partiellement au logement, établis après le 1^{er} janvier 2007, sont enregistrés gratuitement. Le droit fixe général s'applique aux contrats conclus entre le 1^{er} juin 1991 et le 31 décembre 2006. Pendant la période de régularisation, tous ces contrats sont enregistrés gratuitement sans amende pour enregistrement tardif.

Les contrats portant sur la location d'un immeuble affecté partiellement à d'autres fins que le logement ne sont pas enregistrés gratuitement. Lorsqu'un logement est affecté partiellement à des fins professionnelles, des baux distincts sont conclus dans la majorité des cas pour les parties affectées respectivement au logement et aux fins professionnelles. Dans ce cas, le contrat portant sur la partie affectée au logement sera enregistré gratuitement.

L'obligation d'enregistrement était imposée au bailleur et au preneur. Une amende était due en cas d'enregistrement tardif. Étant donné que les preneurs n'étaient généralement pas informés de l'obligation d'enregistrement, ni des avantages qui en découlaient, il a été décidé de mettre l'obligation à charge du seul bailleur. Étant donné que le bailleur connaît généralement mieux ses obligations, le délai d'enregistrement a été écourté de quatre à deux mois. Le preneur conserve la possibilité de faire enregistrer un contrat de location.

07.03 Carl Devlies (CD&V) : J'estime que cette réglementation est devenue inutilement complexe.

L'incident est clos.

08 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les résultats du brevet de formation générale (niveau A)" (n° 15124)

08.01 Jacques Chabot (PS) : Une épreuve a été organisée pour l'obtention du brevet de formation générale de niveau A. Pour l'ensemble des administrations fiscales, seule la moitié des personnes inscrites se sont présentées à l'épreuve.

Connaissez-vous les motifs qui expliquent cette situation ? S'agit-il d'un manque de préparation ou de raisons familiales ou médicales ?

Par ailleurs, parmi les personnes qui ont présenté l'épreuve, les réussites semblent peu nombreuses.

Y a-t-il, comme certains le suggèrent, une volonté administrative de ne pas faire accéder beaucoup d'agents au niveau A ?

Existe-t-il, comme d'autres le disent, des pressions internes pour que certains n'aillent pas se présenter à l'épreuve ?

Votre département a-t-il pris des contacts avec la Fonction publique pour connaître les résultats dans les autres départements fédéraux ?

De manière générale, l'épreuve telle qu'elle est organisée a-t-elle un rapport avec le travail effectué au quotidien par les agents du fisc ?

Une réflexion est-elle menée pour permettre à l'avenir au plus grand nombre d'accéder au niveau A ?

Président: M. Carl Devlies.

08.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : Cette épreuve est organisée par SELOR pour l'ensemble de la fonction publique fédérale. Notre département n'intervient ni dans la préparation de l'épreuve ni dans son contenu ni dans la formation des candidats.

SEJOR s'est limité à une évaluation purement statistique. Il a été constaté un taux général de présence de 50 % et un taux de réussite global de 24 %.

Le nombre important des inscrits peut s'expliquer par les facilités d'accès à l'information assurées par le département.

Il est difficile pour SEJOR de déterminer les raisons de l'absence des inscrits.

Je ne vois pas pour quelle raison des pressions internes seraient exercées pour dissuader les agents de participer à cette épreuve.

Par rapport à la précédente épreuve, le nombre de lauréats issus des Finances est en hausse de 10 %.

L'incident est clos.

09 **Question de M. François-Xavier de Donnea au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le régime TVA des associations" (n° 15148)**

09.01 **François-Xavier de Donnea** (MR) : La circulaire n° 12 du 29 décembre 1986 commente la portée de l'article 44, alinéa 2, point 11 du Code de la TVA, qui exempte les prestations de service effectuées par des associations patronales et des groupements professionnels d'employeurs n'ayant aucun but lucratif, moyennant le paiement d'une cotisation, à condition que ces organismes poursuivent un objectif de nature syndicale.

La circulaire introduit cependant une série importante de dérogations. Les groupements dont la cotisation couvre pour partie des prestations non exemptées doivent procéder à la ventilation de la cotisation, sous réserve de l'appréciation de l'administration.

Dans la pratique, il n'est cependant pas toujours évident de définir un forfait qui ventile les opérations relevant de l'intérêt collectif de celles plus individualisables ou ne relevant pas de la représentation syndicale.

Comment votre administration entend-elle rencontrer cette difficulté ? Quelle est l'influence de la jurisprudence européenne, en particulier de l'arrêt rendu le 12 novembre 1998 par la Cour de justice dans l'affaire C-149/97, en cause *The institute of the motor industry* ?

09.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : Depuis l'introduction de sa circulaire en janvier 1987, l'administration de la TVA a simplifié la vie des fédérations patronales interprofessionnelles représentatives des grands secteurs d'activité.

L'ensemble de la problématique fait actuellement l'objet d'un réexamen. Entre-temps, je n'entends pas modifier l'application de la décision du 17 août 1987 relative au pourcentage de la cotisation des fédérations patronales représentatives des grands secteurs d'activité.

Il convient donc de tenir compte des prestations de services effectivement fournies par les associations à leurs affiliés et de se fonder sur l'arrêt du 12 novembre 1998 de la Cour de Justice des Communautés européennes.

L'incident est clos.

10 Question de M. François-Xavier de Donnea au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le report du paiement de la TVA à l'importation pour les biens destinés à la consommation en Belgique" (n° 15149)

10.01 François-Xavier de Donnea (MR) : Lorsque des biens sont importés avec une destination de consommation en Belgique, la TVA est en principe due au moment de l'importation, sauf si l'assujetti dispose d'une autorisation ET14000, qui permet de reporter le paiement de la TVA à la déclaration périodique.

Toutefois, l'assujetti qui souhaite appliquer le régime du report doit, au préalable, payer par anticipation un montant important calculé sur la base des importations de l'année civile précédente.

Ce régime est donc désavantageux d'un point de vue financier et compliqué d'un point de vue administratif. Pour ces motifs, un grand nombre d'assujettis font passer leurs importations par les Pays-Bas.

Plusieurs autres pays européens appliquent également des systèmes à l'importation simples.

Dans la pratique, il apparaît que les importations ont augmenté dans une large mesure dans ces pays.

La Belgique est le seul pays qui ne permet le report que sur la base d'une autorisation et d'un montant payé par anticipation.

Envisagez-vous de revoir ce système dans un avenir proche, à la lumière de la simplification administrative et de la promotion de l'activité et de l'emploi en Belgique ?

10.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : La circulaire n° 3 du 11 janvier 1973, mise à jour en 2006, est relative à ce régime du report.

La suppression du système de paiement par anticipation ne pose en soi aucun problème juridique. Je vais charger mes services d'étudier les possibilités de le remplacer par une éventuelle garantie bancaire ou une autre alternative.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 32.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.47 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het ontwerpartikel 19bis van het WBTW" (nr. 15082)

01.01 Bart Tommelein (VLD) : Het nieuwe artikel 19bis in het Wetboek van btw, dat een antimisbruikbepaling binnen een btw-eenheid betreft, gaat aan zijn doel voorbij omdat een meer algemene bepaling dienaangaande reeds in artikel 1 § 10 van dat wetboek wordt behandeld. Artikel 19bis moet bijgevolg beter worden omschreven om niet in te gaan tegen de Europese btw-richtlijn en de rechtspraak van het Hof van Justitie.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat het artikel bedoeld zou zijn om te voorkomen dat btw wordt ontdoken wanneer er verrichtingen van een buitenlandse vestiging in een Belgische btw-eenheid via een Belgische vestiging van eenzelfde rechtspersoon worden doorgerekend aan andere leden van de eenheid. Kan de staatssecretaris dat verduidelijken?

01.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Nederlands*) : Op grond van artikel 11 van de richtlijn 2006/112 kunnen er maatregelen worden genomen om te voorkomen dat het stelsel van de btw-eenheid wordt misbruikt voor belastingontduiking.

Artikel 19bis behandelt diensten zoals bepaald in punt 7 van artikel 21 §3. Het betreft diensten voor een belastingplichtige die in het buitenland is gevestigd ten behoeve van zijn inrichting die lid is van een btw- eenheid in België. Krachtens artikel 32 geldt voor deze handelingen de normale waarde van de dienst als maatstaf van heffing.

Artikel 19bis beoogt inderdaad enkel belastingontduiking tegen te gaan zoals werd beschreven in de memorie van toelichting. Het betreft diensten die in principe onderworpen zijn aan btw maar die tengevolge de werking van de btw- eenheid in België niet zouden worden belast.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën en de Strijd tegen de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15028)

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): De geruchten gaan dat de regering het advocatenkantoor Uyttendaele, Gérard et Associés geregeld verwent met juridische opdrachten. Het gaat waarschijnlijk om roddels, maar toch heb ik alle leden van de regering schriftelijk gevraagd hoeveel juridische opdrachten zij in de jaren 2003 tot 2006 hebben gegeven aan dit kantoor, en over welke bedragen het ging. Ik ontving behoorlijk wat schriftelijke antwoorden, maar omdat van sommige ministers het antwoord uitbleef, stel ik mijn vraag ook mondeling. Bij hen is staatssecretaris Jamar.

02.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Ik verwijs naar het antwoord op dezelfde vraag zoals dat werd gegeven door minister Reynders. Het departement Financiën heeft in die jaren geen beroep gedaan op het advocatenkantoor van professor Uyttendaele.

02.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Dat antwoord kreeg ik van alle MR-ministers en het verbaast me dus niet.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "Tax-on-web" (nr. 15121)

03.01 Bart Tommelein (VLD): Nu de kinderziekten van Tax-on-web achter ons zouden moeten liggen, veronderstel ik dat mensen die van het systeem gebruik hebben gemaakt, ondertussen allemaal hun afrekening hebben gekregen. Klopt dat? En hoe zit het met de papieren aangiftes? Hoeveel sneller wordt een elektronische aangifte gemiddeld afgewerkt ten opzichte van een papieren?

03.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Toen in oktober de inkohieringen voor het aanslagjaar 2006 startten, werd beslist om de elektronische en de ingescande papieren aangiftes gelijktijdig te verwerken, dit om alle belastingplichtigen een gelijke behandeling te garanderen. Op het eind van april zal op die manier voor beide categorieën 95 procent van de aangiftes verwerkt zijn. De afhandeling van de resterende aangiftes zit op schema en zal uiterlijk tegen 30 juni zijn afgerond.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de niet ingediende of laattijdig ingediende aangiften van ondernemingen" (nr. 15067)

04.01 Carl Devlies (CD&V): Hoeveel vennootschappen en hoeveel zelfstandige ondernemingen of vrije beroepen hebben voor het aanslagjaar 2006 geen belastingsaangifte ingediend? Hoeveel werden er laattijdig ingediend? Wat zijn de cijfers per Gewest?

04.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Voor het aanslagjaar 2006 bedroeg het aantal niet- ingediende aangiften voor vennootschappen in het Vlaams Gewest 15.362, in het Waals Gewest 12.752 en

in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 12.067. In het Vlaams Gewest waren er 7.156 laattijdige aangiften, in het Waals Gewest 6.050 en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 4..879.

Het aantal niet-ingediende aangiften in de personenbelasting voor zelfstandigen en vrije beroepen bedroeg in het Vlaams Gewest 132.850, in het Waals Gewest 136.812 en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 87.470. Hier waren er 278.988 laattijdige aangiften in het Vlaams Gewest, 248.072 in het Waals Gewest en 117.739 in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

04.03 Carl Devlies (CD&V): De bijzonder hoge cijfers verwonderen mij. Er is een belangrijk verschil tussen de Gewesten. De cijfers van Vlaanderen en Wallonië zijn vrijwel dezelfde voor zelfstandigen en vrije beroepen, hoewel er in Vlaanderen meer zelfstandigen en vrije beroepen zijn.

04.04 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Wallonië is uitgestrekter en de bureaus liggen er verder uiteen.

04.05 Carl Devlies (CD&V): De staatssecretaris had Tax-on-web kunnen gebruiken, dan wordt de afstand voor het deponeren van de aangiften irrelevant.

Ik vroeg de voorbije weken de cijfers van de minimum belastbare winsten op. De nieuwe wetgeving, die met veel ruchtbaarheid werd aangekondigd, wordt slechts heel beperkt toegepast en heeft in feite weinig effect.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het verjaringsstuitend bevel tot betaling" (nr. 15068)

05.01 Carl Devlies (CD&V): Vorige week heb ik in een interpellatie het strafrechtelijke aspect aangekaart van het verjaringsstuitend bevel tot betaling in de zogenaamde forfaitaire buitenlandse belastingdossiers (FBB). Mijn vraag nu behelst het fiscale onderdeel van de vorderingen. De FBB-dossiers hebben betrekking op aanslagen die vanaf november 1998 werden ingekohierd met betrekking tot het jaar 1993. Zonder stuiting zou de verjaring vijf jaar later ingegaan zijn. Het arrest van 10 oktober 2002 van het Hof van Cassatie, dat een arrest van het hof van beroep van mei 2000 bevestigt, stelde een probleem vast met betrekking tot de stuitende werking van het dwangbevel. Dit leidde tot een aanpassing van de wet via artikel 297 van de programmawet van 22 december 2003. Hierdoor werden de verjaringsregels gewijzigd, zodat voortaan de schorsing van een verjaring zou intreden vanaf het moment dat een bezwaar werd ingediend. De wetswijziging had uitsluitend betrekking op nog niet-verjaarde fiscale dossiers. Omdat deze wetswijziging niet alle problemen kon oplossen, werd er in de programmawet van 9 juli 2004 een artikel opgenomen dat bepaalt dat het dwangbevel ook moet geïnterpreteerd worden als een verjaringsstuitende akte in de zin van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek, zelfs indien de betwiste belastingschuld geen zeker en vaststaand karakter heeft.

Ondertussen heeft de advocaat van het Hof van Cassatie, de heer Wouters, verklaard dat het verjaringsstuitend bevel tot betaling eigenlijk geen stuitende werking heeft. Wat is het oordeel van de staatssecretaris over deze recente verklaring? Denkt hij dat dit zal leiden tot een bijkomende aanpassing van de wet? Zal dit nog voor deze regeerperiode zijn?

05.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): De arresten van het Arbitragehof van 7 december 2005 en 1 februari 2006 hebben de grondwettelijkheid van artikel 49 van de programmawet van 9 juli 2004 bevestigd. Sindsdien is de rechtspraak zonder uitzondering gunstig uitgevallen voor mijn administratie. De rechtbanken en hoven van beroep aanvaarden, hetzij dat de verjaring rechtsgeldig gestuit werd door de betekening van een verjaringsstuitend bevel tot betaling, hetzij dat de loop van de verjaring geschorst is op grond van artikel 2251 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 410 WIB 1992, en dit wegens de onmogelijkheid voor de administratie om tijdens de betwisting van de belastingaanslag de betaling ervan te bekomen.

Bijgevolg blijft mijn administratie verdedigen dat het verjaringsstuitend bevel tot betaling een rechtsgeldig dwangbevel uitmaakt dat onder het toepassingsgebied van artikel 49 van de programmawet van 9 juli 2004 valt. Bovendien verdedigt zij dat de verjaring geschorst is op grond van artikel 2251 van het Burgerlijk

Wetboek.

Gelet op deze gunstige rechtspraak is er alsnog geen nood aan enige aanpassing van de wet.

05.03 **Carl Devlies** (CD&V): Ik kan alleen maar hopen dat de staatssecretaris het bij het rechte eind heeft.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de administratieve last ingevolge de registratie van huurcontracten" (nr. 15074)**

06.01 **Carl Devlies** (CD&V): Sinds 1 januari 2007 zijn verhuurders verplicht om kosteloos het verhuren van onroerend goed voor huisvesting te laten registreren. De verhuurder kan zich persoonlijk melden op het registratiekantoor of het huurcontract per e-mail, fax of post doorsturen. Sommige registratiekantoren aanvaarden echter geen contracten die werden ingezonden per e-mail en eisen dat de verhuurder zich aanmeldt.

Het aantal manuren dat door het personeel van de registratiekantoren moet worden besteed aan de verwerking van een huurcontract, verschilt erg naarmate de wijze waarop het contract het kantoor bereikt.

Moeten de registratiemogelijkheden niet uniform zijn voor alle kantoren? Wat is de bewijskracht van een gemaild of gefaxt huurcontract? Welke bijkomende kostprijs bracht de nieuwe regeling in 2007 met zich mee? Wordt er software ontwikkeld om de huurcontracten elektronisch te verwerken?

Waarom koos de regering er niet voor om de bescherming van de huurder uit te breiden door de huurovereenkomst steeds tegenwerpelijk te achten aan nieuwe eigenaars, ongeacht de vaste datum? De nieuwe eigenaar zou daardoor gebonden zijn aan de overeenkomst en de opzeggingstermijn. Is een huurder niet eerder geïnteresseerd in de mogelijkheid om in een pand te kunnen blijven wonen bij overdracht van de woning in plaats van in de mogelijkheid om de huurovereenkomst te kunnen beëindigen zonder opzeggingstermijn en vergoeding indien het contract niet werd geregistreerd?

06.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Alle registratiekantoren kregen dezelfde richtlijnen. Totnogtoe werden er door de administratie aan de kantoren viermaal afwijkingen meegedeeld. Dit gebeurde via hiërarchische weg.

De programmawet van 27 december 2006 wijzigde artikel 2 van het Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten, waardoor ook kopieën die elektronisch of met de hand werden ondertekend, kunnen worden geregistreerd. De registratie van een gemaild of gefaxt huurcontract is dus wel degelijk mogelijk.

De budgettaire impact van de maatregel kan pas worden ingeschat na het verstrijken van de regularisatieperiode. De kantoren houden bij hoeveel huurcontracten er sinds 1 januari 2007 werden geregistreerd. Na analyse van deze gegevens kan worden nagegaan wat de kostprijs was van de bijkomende werklust.

Tegen juni 2007 wordt er een databank aangemaakt om de sinds 1 januari 2007 geregistreerde huurcontracten te verwerken.

Huurcontracten zijn meestal onderhandse akten, waardoor zij ten aanzien van derden enkel vaste dagtekening krijgen vanaf de dag van hun registratie. Er is geen bijkomende administratieve last voor de betrokkenen, aangezien de registratieverplichting voor huurcontracten reeds bestond.

Registratie geeft een huurcontract een vaste datum, waardoor de huurder beter wordt beschermd tegen uitzetting indien het onroerend goed wordt verkocht.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de registratie van huurcontracten" (nr. 15075)

07.01 Carl Devlies (CD&V): De nieuwe registratieverplichting van huurcontracten verschilt van de burgerrechtelijke regels voor de woninghuur. Enkel onroerende goederen die uitsluitend zijn bestemd voor huisvesting, krijgen een vrijstelling van registratieplicht. Burgerrechtelijke regels inzake een hoofdverblijfplaats eisen nochtans niet dat een goed uitsluitend voor bewoning wordt gebruikt.

Een onroerend goed dat uitsluitend is bestemd voor bewoning en dat dient als hoofdverblijfplaats, kan kosteloos door de verhuurder worden geregistreerd binnen twee maanden na het afsluiten van een nieuw contract. Er is een overgangsperiode voor oude contracten. Indien de overeenkomst niet wordt geregistreerd, kan de huurder het contract beëindigen zonder opzeggingstermijn of vergoeding.

Een onroerend goed dat hoofdzakelijk als hoofdverblijfplaats en deels beroepsmatig wordt aangewend, kan door de verhuurder niet kosteloos worden geregistreerd. De registratie moet binnen vier maanden na ondertekening van een nieuw contract gebeuren en er is geen overgangsperiode voor oude contracten. De huurder kan het contract eveneens beëindigen zonder opzeggingstermijn of vergoeding indien het niet wordt geregistreerd.

Indien een onroerend goed dient als tweede verblijf, gelden dezelfde registratiecriteria als voor een pand dat wordt aangewend als hoofdverblijfplaats. Omdat deze huurovereenkomst niet onder de woninghuurwetgeving valt, kan de huurder bij gebrek aan registratie echter geen beroep doen op de nieuwe burgerrechtelijke sancties.

Waarom geldt niet dezelfde overgangsperiode voor een woning die deels beroepsmatig wordt aangewend? Is het niet beter om eenzelfde overgangstermijn te hebben voor alle huurovereenkomsten? Wordt ook bij de verhuur van tweede verblijven de registratieplicht ten laste van de verhuurder gelegd, terwijl de nieuwe burgerrechtelijke sanctie dat de huurder bij niet-registratie zonder opzeggingstermijn kan vertrekken, niet van toepassing is?

07.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Huurovereenkomsten opgesteld na 1 januari 2007 voor onroerende goederen die geheel of gedeeltelijk voor huisvesting zijn bestemd, worden kosteloos geregistreerd. Overeenkomsten afgesloten tussen 1 juni 1991 en 31 december 2006 worden geregistreerd aan het algemeen vast recht. Gedurende de regularisatieperiode worden al die contracten kosteloos geregistreerd zonder betaling van een boete voor laattijdige registratie.

Contracten voor onroerend goed dat deels voor andere doeleinden dan huisvesting wordt aangewend, worden niet kosteloos geregistreerd. Indien een woning deels beroepsmatig wordt aangewend, dan worden er meestal afzonderlijke huurcontracten afgesloten voor de delen die voor bewoning en beroepsdoeleinden worden gebruikt. In dat geval zal het contract voor het deel dat voor bewoning is bestemd, wel kosteloos worden geregistreerd.

De verplichting tot registratie werd opgelegd aan de verhuurder en de huurder. Bij laattijdige registratie was een boete verschuldigd. Aangezien de huurders veelal niet op de hoogte waren van de verplichting tot registratie, noch van de daaraan verbonden voordelen, werd besloten om de verplichting uitsluitend ten laste van de verhuurder te leggen. Aangezien een verhuurder doorgaans beter op de hoogte is van zijn verplichtingen werd de registratietermijn verkort van vier tot twee maanden. Een huurder kan nog steeds een huurcontract laten registreren.

07.03 Carl Devlies (CD&V): Ik denk dat deze regelgeving nodeloos complex werd.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de resultaten voor het brevet van algemene vorming (niveau A)" (nr. 15124)

08.01 Jacques Chabot (PS): Er werd een proef georganiseerd voor het verkrijgen van het brevet van algemene vorming van niveau A. Voor alle belastingadministraties samen hebben slechts de helft van de ingeschreven personen aan de proef deelgenomen.

Kan u mij zeggen hoe dat komt? Gaat het om een gebrekkige voorbereiding of is er sprake van familiale of medische redenen?

Voorts zijn slechts weinig deelnemers voor de proef geslaagd.

Is het, zoals sommigen beweren, de bedoeling van de administratieve overheid om slechts weinig ambtenaren tot het niveau A toe te laten?

Wordt er, zoals anderen dan weer opperen, intern druk uitgeoefend opdat sommigen niet aan de proef zouden deelnemen?

Heeft uw departement contact opgenomen met Ambtenarenzaken om van de resultaten in de andere federale departementen in kennis te worden gesteld?

Staat de georganiseerde proef meer in het algemeen in verband met het werk dat de belastingambtenaren dagdagelijks verrichten?

Wordt momenteel nagedacht over de manier waarop men er in de toekomst kan voor zorgen dat zoveel mogelijk ambtenaren toegang krijgen tot het niveau A?

Voorzitter: de heer Carl Devlies.

08.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Dat examen wordt door Selor voor alle federale overheidsdiensten georganiseerd. Ons departement heeft geen inspraak in de voorbereiding of de inhoud van het examen, noch in de opleiding van de kandidaten.

Selor heeft enkel een zuiver statistische evaluatie uitgevoerd. Er werd een algemene aanwezigheidsgraad van vijftig procent opgetekend en een globaal slaagpercentage van 24 procent.

Het grote aantal kandidaten valt te verklaren door de vlotte toegang tot de informatie die het departement heeft verzekerd.

Selor kan moeilijk achterhalen waarom bepaalde kandidaten afwezig waren.

Ik zie niet in waarom er interne druk zou zijn uitgeoefend om ambtenaren van deelname aan dat examen te doen afzien.

In vergelijking met het vorige examen is het aantal geslaagden bij Financiën met tien procent gestegen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het btw-stelsel voor verenigingen" (nr. 15148)

09.01 François-Xavier de Donnea (MR): Circulaire nr. 12 van 29 december 1986 licht de draagwijdte van artikel 44, § 2, punt 11 van het btw-Wetboek toe, dat voorziet in een vrijstelling van de dienstverrichtingen van patroonsverenigingen en beroepsgroeperingen van werkgevers die geen winst beogen en doeleinden van syndicale aard nastreven.

De circulaire voert evenwel een hele reeks uitzonderingen in. De groeperingen waarvan de bijdrage

gedeeltelijk betrekking heeft op niet-vrijgestelde handelingen, moeten de bijdrage uitsplitsen. De administratie beschikt ter zake over een beoordelingsbevoegdheid.

In de praktijk is het echter niet altijd eenvoudig een forfaitair gedeelte te bepalen waarbij een uitsplitsing wordt gemaakt tussen verrichtingen ten behoeve van het gemeenschappelijke belang van de leden en meer individualiseerbare prestaties of handelingen die niets met de vakbondsvertegenwoordiging te maken hebben.

Welk antwoord zal uw administratie op dat probleem bieden? Wat is de invloed van de Europese rechtspraak, meer bepaald van het arrest van 12 november 1998 van het Hof van Justitie in zaak C-149/97, *The institute of the motor industry*?

09.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Sinds de publicatie van haar omzendbrief in januari 1987 heeft de btw-administratie het de representatieve interprofessionele werkgeversfederaties van de grote sectoren een stuk gemakkelijker gemaakt.

De problematiek wordt momenteel in haar geheel opnieuw bekeken. In afwachting ben ik niet van plan iets te veranderen aan de toepassing van de beslissing van 17 augustus 1987 betreffende het percentage van de bijdrage van de representatieve werkgeversfederaties van de grote sectoren.

Er dient dus rekening gehouden te worden met de diensten die de verenigingen effectief aan hun leden geleverd hebben, en uitgegaan te worden van het arrest van 12 november 1998 van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "het uitstel van betaling van de btw bij invoer van goederen voor de Belgische markt" (nr. 15149)**

10.01 **François-Xavier de Donnea** (MR): Wanneer goederen worden ingevoerd die bestemd zijn voor consumptie in België, is de btw in principe verschuldigd bij de invoer, behalve wanneer de belastingplichtige over een ET14000-machtiging beschikt, waardoor hij de betaling van de btw tot op het ogenblik van de periodieke aangifte kan uitstellen.

De belastingplichtige die van de uitstelregeling gebruik wil maken, moet echter vooraf een groot bedrag betalen dat berekend wordt op basis van de invoer van het vorige kalenderjaar.

Die regeling is dus nadelig uit financieel oogpunt en zit administratief ingewikkeld in elkaar. Om die redenen voeren tal van belastingplichtigen goederen in via Nederland.

Verscheidene andere Europese landen passen eveneens eenvoudige invoerregelingen toe.

In de praktijk blijkt dat de invoer in die landen fors gestegen is.

België is het enige land waar dat uitstel enkel mogelijk is op grond van een machtiging en waar een bedrag vooraf dient te worden betaald.

Overweegt u die regeling in een nabije toekomst te herzien, in het licht van de administratieve vereenvoudiging en de bevordering van de activiteitsgraad en de werkgelegenheid in ons land?

10.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Die uitstelregeling wordt bij de circulaire nr. 3 van 11 januari 1973, die in 2006 werd bijgewerkt, geregeld.

De afschaffing van de voorafgaande betalingsregeling doet als dusdanig geen juridische problemen rijzen. Ik zal mijn diensten vragen te onderzoeken of het mogelijk is ze te vervangen door een eventuele bankgarantie of een ander alternatief.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.32 uur.